

COP30 BRASIL AMAZÔNIA BELÉM 2025

Compte-rendu de la COP 30 par le Partenariat français pour l'eau

TABLE DES MATIERES

I. Introduction : Les ambitions affichées de la présidence brésilienne pour la COP 30

- A. COP 30 : défi relevé pour le multilatéralisme dans un contexte géopolitique éprouvant
- B. COP 30 : la première COP de mise en œuvre ?
- C. COP 30 : la COP de la vérité ?

II. Et sur le fond : la COP 30 a-t-elle été à la hauteur de l'urgence climatique ?

- A. L'éléphant dans la pièce : les énergies fossiles
- B. La COP de l'Amazonie et des forêts ?
- C. Paquet finance insuffisant et clivant
- D. La justice climatique au moins actée dans le mécanisme pour une transition juste
- E. Victoire pour le genre
- F. Parution (partielle) des CDN: difficile comblement du manque d'ambition
- G. Des indicateurs de l'Objectif mondial d'adaptation moins nombreux mais la place de l'eau consacrée
- H. L'émergence du commerce dans l'arène climatique
- I. Les acteurs et collectivités locaux mis à l'honneur

III. Focus sur l'eau : Quelle place pour l'Eau et le PFE à la COP ?

- A. La place de l'Eau dans la COP 30
 - Le Dialogue de Bakou sur l'eau pour l'action climatique
 - Les indicateurs sur l'eau : un résultat négocié qui entérine la place de l'eau dans les processus d'adaptation
- B. Le Pavillon « L'eau pour le climat » à la COP 30
- C. La contribution active du PFE pour les enjeux de l'eau
 - Session n°1 : Les indicateurs pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de l'Objectif mondial d'adaptation (GGA)
 - Session n°2 : De cibles et indicateurs à l'action sur le terrain : mettre en œuvre le Cadre mondial des Émirats arabes unis pour une eau et un assainissement résilients face au climat
 - Session n°3 : Gestion de l'eau et adaptation climatique : Le double défi de la connaissance et de la coopération
 - Session n°4 : Du sol à l'orbite : combiner la surveillance *in situ* et satellitaire des ressources en eau et forestières pour l'adaptation au changement climatique
 - Session n°5 : Fleuves en crise climatique : solutions pour un avenir durable
 - Projet d'analyse du PFE sur la place de l'eau dans les CDNs

IV. Bibliographie

I. Introduction : Les ambitions affichées de présidence brésilienne pour la COP 30

La trentième Conférence des parties de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (COP 30) s'est achevée le 22 novembre dernier après 12 jours de négociations acharnées entre États afin de statuer sur les étapes à suivre pour lutter contre le changement climatique. 56 000 participants inscrits se sont réunis à Belém.

A. COP 30 : défi relevé pour le multilatéralisme dans un contexte géopolitique éprouvant

Cette année, la COP 30 s'est inscrite dans un contexte géopolitique particulièrement éprouvant et faisait figure de test pour la capacité d'action de la communauté internationale.

Alors que le multilatéralisme est violemment mis à mal dans de nombreuses instances, que le climato-scepticisme s'accroît, que la thématique sécuritaire capte les financements, la tenue de cette COP Climat a revêtu une dimension défensive particulière. Et sur ce volet, elle s'est particulièrement illustrée.

Même si on peut regretter une mobilisation en demi-teinte des chefs d'Etat, avec l'absence remarquable des gros émetteurs (Chine, Inde, États-Unis), l'adoption en soi d'un accord final reste une victoire pour le multilatéralisme.

Le « Global multirão », terme autochtone à la signification symbolique « effort collectif vers un but commun », est une réaffirmation de la volonté commune des États de faire fonctionner ce multilatéralisme. Malgré leurs profondes divergences et des affrontements très marqués entre blocs et alliances, ces derniers ont tous octroyé des concessions pour réitérer leur attachement au processus de la CCNUCC.

Pour autant, ces profondes fractures et l'adoption d'un accord jugé « *a minima* », dont le contenu sera développé ci-après, compromettent grandement la capacité des États à répondre aux défis de la lutte climatique.

B. COP 30 : la première COP de mise en œuvre ?

Cette COP marquait aussi les dix ans de l'Accord de Paris et portait avec elle l'ambition de la présidence brésilienne d'en faire la « COP de la mise en œuvre ». Le temps n'est plus à la négociation de textes normatifs mais à la définition de plans d'action, de solutions opérationnelles et d'indicateurs permettant d'aboutir à des résultats tangibles.

Cet objectif martelé tout au long de la COP s'est pourtant difficilement traduit dans la réalité, en témoignent l'échec des négociations sur la feuille de route pour la sortie des énergies fossiles et celui de la feuille route sur la déforestation. La présidence n'est pas parvenue à faire adopter par consensus des plans d'action contraignants mais a annoncé poursuivre ces efforts en dehors des processus officiels de la CCNUCC. Sur ce point, la COP n'a pas été un succès.

C. COP 30 : la COP de la vérité ?

Lors de son discours inaugural, le Président brésilien Lula a présenté la COP 30 comme une « COP de la vérité », appelant à une lutte résolue contre la désinformation et le climato-scepticisme mais aussi à une reconnaissance lucide des inégalités persistantes. Cette ambition, clairement affichée, invitait à une conférence tournée vers le réel, la clarté et le dialogue. Qu'en a-t-il été dans les faits ?

D'abord, il convient de souligner que cette COP a indéniablement apporté un souffle nouveau. Le cadre général a permis un regain de visibilité pour la société civile et les espaces d'expression collective, contribuant à redonner du sens au débat public.

Ces notions de vérité et de transparence se sont néanmoins illustrées dans une moindre mesure dans le cadre des négociations. L'accès aux discussions formelles s'est avéré limité. Les séances plénières publiques se sont faites rares et étaient principalement consacrées à la présentation de propositions élaborées par la présidence. Dans ce contexte, il était difficile pour les observateurs comme pour les participants de disposer d'une vision complète des priorités et lignes rouges de chacun.

De plus, le mode de conduite des discussions sous forme de « diplomatie navette », reposant largement sur des consultations bilatérales successives, a contribué à restreindre la circulation de l'information entre les différentes délégations. Si cette approche visait à faciliter l'émergence d'un compromis, elle a également nourri un sentiment de manque de lisibilité et, parfois, de défiance.

Cette technique a débouché sur l'adoption d'un accord de portée limitée, dont l'appropriation des résultats finaux est difficile. Fait notable, plusieurs délégations ont exprimé des réserves une fois le texte adopté, illustrant les difficultés rencontrées pour parvenir à un consensus pleinement partagé.

Ainsi, l'approche retenue par la présidence n'a pas permis de reproduire la dynamique de transparence et de délibération collective qui avait marqué, dix ans plus tôt, l'adoption de l'Accord de Paris. Cette expérience rappelle combien les modalités de négociation influencent non seulement le contenu des accords, mais aussi leur légitimité.

II. Et sur le fond : la COP 30 a-t-elle été à la hauteur de l'urgence climatique ?

Pas moins de 55 décisions ont été adoptées à la COP 30. Les plus importantes d'entre elles sont contenues dans le « *Belém Political Package* ». On y retrouve notamment le mécanisme pour une transition juste, l'objectif mondial d'adaptation, le programme de travail sur l'atténuation, mais surtout le Global multirão, sorte de décision chapeau. Cette partie ne prétend pas en être un compte-rendu exhaustif, mais vise à mettre en lumière les grands enjeux et avancées qui ont rythmé cette COP.

A. L'éléphant dans la pièce : les énergies fossiles

• L'échec de la feuille de route pour la sortie des énergies fossiles

Si la qualification d'un accord "*a minima*" s'illustre dans un domaine en particulier, c'est bien celui des énergies fossiles. Initialement absent de l'ordre du jour officiel de la COP, l'appel pour une feuille de route sur les énergies fossiles est vite devenu l'un des éléments majeurs des négociations à Belém.

D'abord mis sur la table par le président brésilien Lula, puis saisi par de nombreuses coalitions (AILAC, EIG, AOSIS) le sujet a vite gagné en visibilité et est devenu un élément officiel des négociations lors de son inscription dans la première ébauche du Global multirão. Dès lors, l'idée d'une feuille de route pour la sortie des énergies fossiles a catalysé l'attention, appuyée par la publication d'une liste de 88 pays en faveur de l'initiative. Néanmoins, la directrice de la COP, Ana Toni, a vite calmé les ardeurs en annonçant qu'une telle proposition caractérisait une « ligne rouge » pour la « grande majorité » des groupes consultés.

La bataille entre les blocs a été rude, un groupe de 29 États ayant été jusqu'à déclarer qu'ils ne pourraient pas soutenir un résultat qui ne contiendrait pas cette « roadmap ». Néanmoins, à l'issue des négociations de la nuit de vendredi, le texte a été adopté, sans aucune référence à une feuille de route de sortie des énergies fossiles en l'absence de consensus.

• Et la suite ?

Pour répondre à la déception des nombreux pays concessionnaires, mais surtout pour atteindre l'objectif impérieux d'atténuation face à l'urgence climatique, les discussions se poursuivront dans deux processus distincts :

- D'une part, la présidence brésilienne a annoncé le développement dans l'année d'une feuille de route pour la sortie des énergies fossiles de manière juste et équitable, dont les résultats seront présentés à la COP 31.
- D'autre part, la Colombie et les Pays-Bas ont annoncé tenir la première conférence internationale pour la sortie des énergies fossiles les 28 et 29 avril prochains.

Ces deux initiatives s'inscrivent néanmoins en dehors du processus formel de la CCNUCC.

B. La COP de l'Amazonie et des forêts?

Bien que symboliquement organisée à l'orée de la forêt amazonienne, la COP 30 n'a pas non plus permis aux États de parvenir à un consensus sur la nécessité d'un plan d'action pour mettre fin à la déforestation d'ici 2030. Le Global multirão ne contient aucune mention des moteurs de la déforestation ou de la nécessaire transition des systèmes alimentaires. La préservation des forêts est pourtant indispensable pour pouvoir prétendre rester sous la barre des 1,5°C de réchauffement climatique. Là aussi,

la présidence brésilienne a annoncé concevoir une feuille de route pour lutter contre la déforestation dans l'année qui suit.

La cause des forêts a tout de même progressé grâce au lancement du fond « Tropical Forest Facility » à l'initiative du Brésil. Cet instrument financier vise à récolter 25 milliards de dollars de la part de pays sponsors et d'organisations philanthropiques, afin d'attirer par la suite plus de 100 milliards de dollars d'investisseurs privés sur le marché des obligations mondiales. 74 forêts tropicales pourraient en bénéficier.

C. Paquet finance insuffisant et clivant

Depuis plusieurs COP, la finance climatique cristallise les tensions entre blocs en ce qu'elle constitue une application tangible des principes de justice climatique et de responsabilités différenciées. Elle permet très concrètement aux pays en développement — les plus touchés par les effets du changement climatique — de financer leur développement et leur adaptation grâce au soutien des pays développés, auxquels est attribuée une responsabilité historique dans les émissions de gaz à effet de serre (GES). L'année dernière, les États s'étaient accordés sur un Nouvel objectif collectif quantifié (NCQG) de financement de 300 milliards de dollars par an issus de fonds publics, ainsi qu'un objectif plus vague de 1 300 milliards de dollars d'ici 2035.

Ce NCQG couvre à la fois les fonds publics et les contributions du secteur privé et autres sources de financement. Certains pays en développement arguent que cette formulation permet aux pays développés de se soustraire à leurs obligations sous l'Article 9.1 de l'Accord de Paris, en remplissant ces objectifs tout en réduisant leurs budgets.

Cette année encore, les négociations ont été paralysées par ces vives tensions et une véritable « bataille de chiffres ». Ces profonds désaccords ont bloqué de nombreux autres dossiers. À l'issue des négociations, la décision visant à tripler les financements dédiés à l'adaptation ne peut être pleinement considérée comme une avancée significative. En effet, l'échéance de cet objectif a été reportée de cinq ans, sa formulation n'est pas contraignante, et l'année de référence pas précisée, ce qui en limite la portée à ce stade.

Le Global multirão prévoit un programme de travail sur la finance climatique pour résoudre les divergences d'interprétation de l'Article 9., et *in fine* de la question de l'identification des débiteurs de la dette climatique. Il place également au cœur du débat les modalités des outils de financement, avec une demande forte des pays en développement pour la favorisation des dons et prêts concessionnels.

D. La justice climatique au moins actée dans le Mécanisme pour une transition juste

A la COP 30, c'est véritablement à travers l'adoption du Mécanisme pour une transition juste (JTWP) que la notion de justice climatique s'est illustrée. Suite à une longue campagne menée par la société civile en faveur de la création d'un « mécanisme », les négociations se sont portées sur la portée de ce dernier. Beaucoup d'États réticents

ont tenté d'en réduire l'envergure, en proposant par exemple la création d'un plan d'action, moins contraignant. A l'issue des débats, c'est bien la création d'un mécanisme pour une transition juste qui a prévalu, dépourvue néanmoins de tout lien avec les notions de « minéraux critiques », « mesures commerciales » et « énergies fossiles ». Il aura pour mission « d'accompagner les États dans la transformation de leurs économies, y compris sur les enjeux d'extractivisme et de droits humains ». Ainsi, ce résultat négocié intègre explicitement pour la première fois les droits des travailleurs, des petits producteurs agricoles, des communautés rurales et des personnes les plus marginalisées.

E. Victoire pour le genre

A l'issue du renouvellement du programme de travail de Lima lors de la COP29, la COP 30 avait pour mission officielle d'adopter un nouveau plan d'action pour le genre. Il vise à définir les actions concrètes pour mettre en œuvre une action climatique sensible au genre, ainsi que des indicateurs pour mesurer les progrès réalisés à cet effet. Au regard de la disparité des opinions des 194 parties sur le sujet, ce n'était pas chose aisée. Néanmoins, le plan a finalement pu être adopté par consensus, et a permis notamment l'introduction de nouvelles mesures relatives à la santé, aux violences faites aux femmes et à la protection des défenseuses de l'environnement.

F. Parution (partielle) des CDN : difficile comblement du manque d'ambition

La COP 30 a aussi marqué le troisième cycle de soumission des Contributions déterminées au niveau national (CDN 3.0). L'Accord de Paris oblige les États parties à communiquer tous les 5 ans leurs ambitions climatiques, ainsi que les actions entreprises pour les atteindre. Ces actions jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre des objectifs de l'Accord de Paris et du plafonnement mondial des émissions de GES dans les meilleurs délais.

Cependant, ce troisième cycle met en lumière un constat alarmant : un manque global d'ambition et la grave mise en péril de la possibilité de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, voire 2°C. Au-delà du contenu des CDN, c'est d'abord leur parution partielle et tardive qui inquiète quant à l'absence de volonté politique. Encore aujourd'hui, seuls 119 des 194 États parties ont soumis leurs CDN. De gros États émetteurs du G20 manquent encore à l'appel, tels que l'Inde ou l'Argentine.

- **Un écart de taille entre la science et l'ambition**

Au premier jour de la COP, la science a été mise à l'honneur. Cette journée avait pour objectif de faire un point sur les connaissances actualisées en matière de changement climatique et d'émission de GES. De nombreuses organisations scientifiques internationales sont intervenues (OMM, GCOS, PNUE, GIEC...). Le rapport 2025 de l'Organisation Mondiale Météorologique a ainsi fait état de l'aggravation des effets du temps et du climat (sécheresses, inondations, fonte des glaces, typhons, etc...), ainsi qu'un dépassement prochain annoncé d'un réchauffement global moyen de 1,5°C.

Face à ce constat, le contenu des CDN ne s'avère pas être à la hauteur de l'urgence et ne permettra pas de réduire suffisamment le réchauffement climatique. Le rapport 2025 du PNUE est formel : même dans l'éventualité où tous les États ayant soumis leur CDN les mettaient en œuvre de manière intégrale, il resterait un écart substantiel de réduction des émissions de GES à combler pour rester sur les trajectoires des objectifs de +1,5°C ou +2°C.

A ce stade, il faudrait réduire de 12 gigatonnes de CO₂ supplémentaires nos émissions collectives d'ici 2030 pour rester sur la trajectoire de +2°C, et de 20 gigatonnes de Co₂ supplémentaires pour rester sur la trajectoire de +1,5°C.

Ainsi, les efforts collectifs devraient être multipliés par 2,4 ou 3,5 pour atteindre les objectifs climatiques fixés. Selon le niveau actuel d'ambition contenu dans les CDN 3.0, le réchauffement à l'horizon 2100 serait de +2,5°C. Et ce alors même que les États ont tenu à réaffirmer leur volonté de conserver l'objectif primaire d'un réchauffement limité à +1,5°C.

- **Le rôle-clé du G20**

Le G20 a un rôle clé à jouer pour combler ce manque d'ambition. A l'heure actuelle, il cumule à lui seul 77% des émissions mondiales de GES, alors que les pays les moins avancés ne représentent que 5% des émissions cumulées. Les plus gros émetteurs restent la Chine, les États-Unis et l'Inde. Un constat inquiétant alors que les États-Unis se désinvestissent totalement des processus multilatéraux et que l'Inde et l'Arabie Saoudite s'opposent à la sortie des énergies fossiles. Il faut néanmoins souligner quelques évolutions positives : pour la première fois, la Chine s'est engagée à réduire ses GES à l'horizon 2035. De plus, l'Union européenne est le seul des 6 premiers émetteurs à avoir enregistré une baisse de ses émissions en 2024 de -2,1%. Enfin, le G20, sous présidence sud-africaine, a mentionné les effets du changement climatique dans sa déclaration commune, bien que cela ait été vivement critiqué par l'administration Trump, qui a boycotté le sommet.

- **Contexte de hausse continue des émissions mondiales**

Ce problème d'ambition est d'autant plus inquiétant dans un contexte de hausse continue des émissions mondiales. L'année 2024 a connu un nouveau niveau record d'émissions de GES, avec une hausse de 2,3% comparativement aux émissions de 2023. Le rythme de progression des émissions est aujourd'hui 4 fois supérieur à celui des années 2010, qui était alors en moyenne de +0,6%. Ce constat peu reluisant est cependant à mettre perspective pour contrer les potentiels détracteurs du multilatéralisme climatique : en l'absence de l'Accord de Paris, les émissions mondiales de GES auraient connues une hausse située entre 20 et 48% à l'horizon 2030.

- **Accélérateur mondial de mise en œuvre et Mission Belém vers 1.5°C**

La COP 30 de Belém est donc difficilement parvenue à répondre à ce manque d'ambition en lançant deux initiatives volontaires : l'Accélérateur mondial de mise en œuvre et la Mission Belém pour 1,5°C. Elles ont pour ambition d'accompagner et

d'accélérer la mise en œuvre des NDC et des plans nationaux d'adaptation pour rester sur la trajectoire des 1,5°C. Aucune de ces deux initiatives ne mentionne la sortie des énergies fossiles, pourtant responsables pour 69% des émissions mondiales de GES en 2024. Ces deux initiatives présenteront leurs conclusions lors de la COP 31.

Néanmoins, pour la première fois dans une décision de COP, les négociateurs ont reconnu la probabilité de dépasser les 1,5°C, ainsi que la nécessité rendre ce dépassement temporaire et minimal. Il est crucial de rappeler que chaque fraction de degré évitée réduit l'ampleur des dommages, des pertes et des impacts.

G. Des indicateurs de l'Objectif mondial d'adaptation moins nombreux mais la place de l'eau consacrée

Parmi les résultats négociés les plus importants de cette COP, on trouve aussi l'adoption d'une liste d'indicateurs par les États parties afin de mesurer leurs progrès vis-à-vis de l'Objectif Mondial d'Adaptation (« GGA », pour Global Goal on Adaptation).

Le GGA, inscrit à l'Article 7.1 de l'Accord de Paris, est un processus technique qui a pour objectif de définir des cibles mesurables et des lignes directrices pour évaluer les progrès en matière d'adaptation au changement climatique. Cependant, cet objectif ambitieux se heurte à de nombreux obstacles, en premier lieu le manque de données et de systèmes de surveillance. Lors de la COP 28, un plan d'action de deux ans a été lancé afin de développer un ensemble d'indicateurs à présenter à l'issue de la COP 30. Les deux années de travail qui viennent de s'écouler ont permis de réduire à 100 le nombre de potentiels indicateurs. Cette liste a été présentée aux négociateurs lors de la COP 30 pour délibération.

A l'issue du processus, seuls 59 des 100 indicateurs ont été retenus. Ils ont également pour la plupart été modifiés dans leur contenu. Leur adoption en demi-teinte reflète l'insatisfaction générale en matière de finance climatique : ils sont perçus par le Groupe Afrique et le Groupe Arabe comme un moyen de transférer la charge de la responsabilité financière vers les États en développement.

Cette altération de la liste initiale compromet l'utilité, l'efficacité et la crédibilité des indicateurs, qui avaient été soigneusement pensés par un groupe de 78 experts pour couvrir le sujet de l'adaptation dans toute sa complexité et sa dimensionnalité. Il sera donc difficile d'apporter des preuves de nos avancées vers un monde plus résilient lors du second Bilan mondial. Cela est d'autant plus vrai que ces indicateurs n'ont aucune portée contraignante.

Cette nouvelle liste d'indicateurs, bien qu'approuvée, n'est pas finale mais constituera la base à partir de laquelle les travaux reprendront. Les indicateurs seront progressivement précisés et devront être opérationnalisés. Ils seront également révisés en 2029 après le 2^{ème} Bilan mondial.

Toutefois, l'adoption de ces indicateurs marque une avancée majeure pour la place de l'Eau dans les processus climatiques, qui sera détaillée dans le (III).

H. L'émergence du commerce dans l'arène climatique

Pour la première fois, la présidence de la COP est parvenue à mettre sur la table des négociations climatiques le sujet épineux du commerce international, et en particulier celui des mesures commerciales unilatérales.

Le Global multirão prévoit ainsi la création de trois dialogues annuels organisés lors des intersessions de Bonn et réaffirme que les mesures climatiques - y compris les mesures unilatérales- ne doivent pas constituer des entraves « arbitraires » ou « discriminatoires » au commerce international.

Une piqûre de rappel qui survient à la veille de l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2026, du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux frontières (CBAM) de l'Union européenne. Ce dispositif impose aux importateurs de biens à forte intensité carbone d'acheter des certificats correspondant au prix du carbone qui aurait été acquitté si ces biens avaient été produits au sein du marché communautaire.

Si l'UE martèle que ce mécanisme est conforme au droit de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et ne constitue pas une barrière commerciale, elle se heurte à la très forte mobilisation des pays des BRICS, au premier rang desquels la Russie, qui a saisi en mai dernier l'Organe de règlement des différends de l'OMC à ce propos.

Là encore, le sujet du commerce international met en exergue de profondes divergences entre les hémisphères autour de cette notion centrale de justice climatique. Si l'Hémisphère Nord y voit de simples outils en faveur du climat, le Sud global l'envisage comme des mesures protectionnistes et punitives contraires à l'esprit de solidarité.

I. Les acteurs et collectivités locaux mis à l'honneur

Cette année, le contexte géopolitique et les reculs forts et brutaux liés aux changements d'administration ont mis en lumière le rôle des échelons plus resserrés et locaux comme police d'assurance pour le climat.

La COP 30 a été marquée par un élan particulier en faveur de l'agenda urbain : plus de 14 000 collectivités territoriales se sont rendues au Local Leaders Forum à Rio en amont de la COP. 185 villes ont rejoint l'initiative « Beat the Heat » qui a pour objectif d'accélérer le déploiement de solutions locales pour faire face aux chaleurs extrêmes. Un exemple concret de la possibilité de créer des ponts facilement entre acteurs proches du terrain.

Un autre exemple notable du rôle-clé des acteurs locaux : l'intervention du gouverneur californien Gavin Newsom a permis de contrebalancer dans une certaine mesure l'absence de l'administration Trump. La Californie, en tant que quatrième plus grande force économique mondiale, a tenu à rassurer en réaffirmant son rôle de partenaire fiable en matière d'action climatique et de technologies vertes.

III. Focus sur l'eau : Quelle place pour l'Eau et le PFE à la COP ?

A. La place de l'Eau dans la COP 30

La COP de Belém a été marquée par la montée en importance des sujets d'adaptation et de résilience, et avec elle celle de l'eau. Le dialogue de Bakou sur l'eau pour l'action climatique et l'adoption de 9 des 10 indicateurs initialement prévus pour l'eau dans le cadre du GGA témoignent d'une avancée pour le renforcement du couple eau / climat.

Cependant, si l'eau gagne en visibilité, c'est très souvent autour de cet aspect « risques et résilience », et encore trop peu de par les solutions qu'elle porte dans cette lutte contre le changement climatique : un point à améliorer. Les experts déplorent également la disparition de la notion des systèmes alimentaires dans les négociations officielles. La sécurité alimentaire et la sécurité hydrique étant intrinsèquement liées, cela impacte également négativement la visibilité de l'eau.

- **Le Dialogue de Bakou sur l'eau pour l'action climatique**

Pour cette COP 30, l'eau douce faisait partie de l'agenda officiel des négociations. Le Dialogue de Bakou sur l'eau pour l'action climatique (BWD) né lors de la COP 29, crée un mécanisme pour s'assurer que les interconnexions entre l'eau et les notions d'adaptation et de résilience climatiques soient formellement inscrites dans le processus de la CCNUCC. Ce dialogue permet d'assurer la continuité des discussions d'une COP à l'autre et de reconnaître le rôle de l'eau comme connecteur intersectoriel important, ainsi que comme "intégrateur" de solutions de résilience : une véritable avancée.

L'évènement du BWD lors de la COP 30 a permis d'attester d'un enthousiasme affirmé de la part des États signataires de l'initiative. La France, qui n'est pas à ce jour signataire pour des raisons de tensions diplomatiques avec l'Azerbaïdjan, a exprimé son intérêt pour le processus.

Le BWD a néanmoins mis en lumière des points bloquants. D'abord, la Turquie a réitéré son refus catégorique d'envisager une quelconque coopération transfrontalière. Ensuite, le BWD a mis en lumière l'apparente absence de mémoire collective et institutionnelle sur les initiatives, outils, approches et politiques déjà bien développés. Par exemple, le BWD n'a fait aucune mention du sommet marocain de 2016 sur l'eau et le climat. On peut espérer que le dialogue inter-COP viendra pallier ce manque et créer un véritable suivi.

- **Les indicateurs sur l'eau : un résultat négocié qui entérine la place de l'eau dans les processus d'adaptation**

Pour définir l'Objectif mondial d'adaptation, seulement 6 thématiques ont été retenues. La première est celle de l'eau, ce qui lui donne une place préminente dans ce processus.

9 des 59 indicateurs du GGA qui ont été adoptés sont relatifs à l'eau. Ils peuvent être retrouvés dans [ce document](#), aux pages 7 et 8. Ils permettent d'évaluer les progrès accomplis au titre de la cible 9(a), qui vise à réduire de manière significative la pénurie d'eau induite par le climat et à renforcer la résilience face aux dangers liés à l'eau, en vue d'assurer un approvisionnement en eau, un assainissement et un accès à une eau potable sûre et abordable pour tous. Seul l'indicateur relatif à la coopération transfrontalière n'a pas été conservé.

Cela représente une belle victoire. En plus d'envoyer un signal politique fort et de prévoir un cadre plus clair pour la prise en compte des enjeux de l'eau, cela permet d'entériner la place de l'eau dans les processus climatiques officiels. Ces indicateurs, bien que non contraignants, représentent un résultat négocié, adopté par consensus. Ils portent également l'espoir de renforcer les connaissances et donc les pratiques en faveur de la résilience. Si certains indicateurs se rapprochent des indicateurs ODDs (e et f), d'autres viennent combler des lacunes. Par exemple, l'indicateur (c) vise à identifier la proportion d'infrastructures essentielles d'approvisionnement en eau et d'assainissement qui sont résilientes face au changement climatique. D'autres indicateurs qui ne sont pas directement rattachés à la thématique « Eau » vont également prendre en compte les impacts du changement climatique sur l'eau.

Ces potentiels bénéfiques restent conditionnés à l'opérationnalisation de ces indicateurs ainsi que par leur prise en compte dans les plans nationaux d'adaptation et les processus décisionnels. Les discussions se poursuivront à Bonn.

B. Le Pavillon « L'eau pour le climat » à la COP 30

Comme chaque année depuis maintenant cinq ans, le [pavillon « l'eau pour le climat »](#) a réuni plus de 70 organisations afin d'unifier et renforcer la voix de la communauté internationale de l'eau dans les espaces climatiques. Ce lieu incontournable de la zone bleue, dont le PFE est membre-fondateur et partenaire financier, a offert une plateforme de dialogue constructif entre parties prenantes afin d'encourager une action collective continue pour soutenir le rôle de l'eau comme accélérateur de l'action climatique.

Cette année, le pavillon a ciblé plusieurs domaines d'actions prioritaires sur la base de l'agenda officiel : résilience urbaine à l'eau, résilience des ressources en eau douce, nexus eau-alimentation, et WASH résilient au climat. C'est donc très clairement le volet adaptation / résilience qui a primé au détriment de l'atténuation, à l'instar de la COP 30 dans sa globalité.

C. La contribution active du PFE pour les enjeux de l'eau

La participation du PFE à la COP 30 avait pour objectifs de renforcer la visibilité de l'eau dans les processus climatiques, de plaider pour des engagements ambitieux et des financements adaptés, de favoriser des solutions concrètes liant eau et climat, ainsi que de connecter les acteurs français de l'eau avec leurs partenaires internationaux.

Cette année, au regard de l'agenda climatique, le PFE a majoritairement contribué aux discussions relatives aux indicateurs de l'Objectif mondial d'adaptation, et à la mention de l'eau dans ceux-ci. A ce titre, le PFE s'est investi auprès de ses partenaires du Pavillon sur l'eau pour le climat, et organisé des moments de plaidoyer forts en faveur de la prise en compte des enjeux de l'eau. Parmi ces moments, on retrouve notamment les sessions suivantes :

- **Session n°1 : « Les indicateurs pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de l'Objectif mondial d'adaptation (GGA) », Pavillon Eau pour le Climat**

Dans le cadre du Pavillon sur l'Eau pour le climat, le PFE a co-organisé une session sur l'intégration des indicateurs eau et assainissement dans le cadre du GGA. L'adoption de la liste des 100 indicateurs proposés par les experts était alors en cours de négociation.

Coorganisateur : Water Aid, Partenariat français pour l'eau (PFE), Assainissement et eau pour tous (SWA), Alliance mondiale pour l'adaptation de l'eau (AGWA), Institut international de gestion de l'eau (IWMI), Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), UNICEF, Water for People, UNDRR, ministère de l'Intégration et du développement régional du Brésil, Gouvernement des Pays-Bas, RIOB, Water for Women, Simavi, Deltares.

Cette session avait pour objectifs de:

- Défendre le maintien d'indicateurs équilibrés sur l'eau et l'assainissement dans les négociations de la COP30.
- Expliquer les enjeux techniques et politiques de l'intégration multisectorielle.
- Positionner les acteurs du secteur eau/assainissement comme partenaires clés dans l'opérationnalisation du cadre d'indicateurs du GGA.

Orateurs :

- Tom Slaymaker, UNICEF
- Lucy Njuguna, Experte en adaptation climatique
- Nishadi Eriyagama, Négociatrice pour le Sri Lanka
- Sonja Koepel, UNECE
- Animesh Kumar, UNDRR
- José Gestí, SWA
- Israel Santos Cosquer, Action contre la faim
- Tove Lexén, WaterAid

Contenu : WaterAid a d'abord présenté les messages clés du secteur de l'eau, à savoir :

- Les 100 indicateurs sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des composantes du GGA, n'en adopter qu'une partie créerait des lacunes majeures dans le suivi.
- Selon le GIEC, les effets climatiques sur l'eau ne peuvent que très difficilement être isolés.

- Les indicateurs doivent renforcer la transparence et l'accès aux données.
- L'intégration sectorielle est un enjeu majeur : l'eau et l'assainissement sont centraux pour d'autres secteurs (investissement, technologie, inclusion).
- Les agences techniques doivent soutenir les Etats.

Nishadi Eriyagama, portant la voix du Sri Lanka, a souligné que les indicateurs sont essentiels et qu'ils nécessitent un accompagnement et une formation, beaucoup de pays manquent de méthodologies, de données et de moyens.

L'UNICEF a présenté le processus derrière la liste des 100 indicateurs, en mettant l'accent sur l'avantage de la production de données nationales comparables avec des approches à faible coût.

L'UNDRR a également présenté 3 raisons-clés pour l'adoption de ces indicateurs. D'abord, ils permettent de transformer l'ambition du GGA en action. Ensuite, ils permettent de quantifier les résultats et donc de justifier le financement de l'adaptation. Enfin, ils requièrent des capacités nationales importantes pour leur mise en œuvre.

L'UNECE a souligné l'importance de la coopération transfrontalière en présentant un exemple positif d'adoption progressive de l'indicateur ODD 6.5.2.

SWA a présenté une définition de la notion de résilience suite à des consultations, et a mis en lumière la nécessité de mise en œuvre de ce concept par les acteurs de terrain.

SWA a remarqué l'intérêt appuyé des acteurs de l'assainissement pour une meilleure compréhension des enjeux de résilience.

Action contre la faim a conclu sur la nécessité d'intégrer dans ces indicateurs les réalités sociales et environnementales de l'adaptation, au-delà des réalités économiques.

Messages-clés : Il est ressorti de cette session 4 messages supplémentaires :

- La crainte des pays en développement de ne pas pouvoir rapporter rapidement sur les indicateurs, faute de moyens.
- Le risque d'une adoption partielle des indicateurs réduisant la portée du GGA.
- L'importance d'un soutien technique international pour faciliter la collecte de données.
- L'adoption d'un cadre complet est jugée urgente et nécessaire pour avancer sur l'adaptation.

Cet évènement a été filmé et peut être visionné via ce lien :

https://www.youtube.com/live/EIV_LOK8IIE?si=3PjcbjbZ4D2-AWOJ

- **Session n°2 : « De cibles et indicateurs à l'action sur le terrain : mettre en œuvre le Cadre mondial des Émirats arabes unis pour une eau et un assainissement résilients face au climat », Pavillon Eau pour le climat**

Cette session avait pour objectif de mettre en avant la nécessaire mise en œuvre des objectifs et indicateurs du GGA, avec pour focus l'eau et l'assainissement. L'objectif central était donc de définir ce qu'il faudra faire après la COP 30 pour transformer les engagements politiques en actions d'adaptation réelles, mesurables et inclusives.

Coorganisateurs : WaterAid, Partenariat français pour l'eau (PFE), Assainissement et eau pour tous (SWA), Alliance mondiale pour l'adaptation de l'eau (AGWA), Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), UNICEF, Water for People, UNDRR, Institut international de gestion de l'eau (IWMI), ministère de l'Intégration et du développement régional du Brésil, Gouvernement des Pays-Bas, RIOB, Water for Women, Simavi, Deltares.

Orateurs :

- José Gestí, SWA
- Tove Lexén, WaterAid
- Emilie Beauchamp, IISD
- Catherine Simonet, AFD
- Chris Adamo, Danone
- Cristina Rumbaitis del Rio, UN Foundation
- Rojina, NWP / LEG Chair / Adaptation Committee Co-chair
- Mirindra Andrianantenaina, WaterAid Madagascar
- Manuel Eckert, SIWI
- UNECE
- UNICEF

Contenu: WaterAid a d'abord présenté les messages-clés du secteur de l'eau :

- L'adoption des indicateurs n'est qu'un début, leur opérationnalisation sera cruciale.
- L'opérationnalisation des indicateurs nécessite une compréhension commune des méthodes, outils et trajectoires d'action.
- La mise en œuvre des indicateurs requiert la mobilisation de tous les acteurs et une coopération accrue entre institutions, communautés, experts et acteurs.
- Le cadre UAE doit s'aligner et être efficacement articulé avec les mécanismes existants de la CCNUCC et du secteur de l'eau afin de maximiser son impact.
- L'eau et l'assainissement sont des leviers de transformation : ils renforcent la résilience dans tous les domaines de l'adaptation et créent les conditions du changement systémique.

L'AFD a démontré le rôle clé joué par les banques de développement dans l'atteinte des objectifs d'adaptation. L'AFD alloue 50% de ses financements au changement climatique, dont 40% sont dédiés à l'adaptation. L'accent a été mis sur les co-bénéfices

tirés de la mise en œuvre des actions en faveur de l'adaptation, ainsi que sur le rôle clé du secteur de l'eau pour l'atteinte des objectifs.

L'UNECE a appuyé la nécessité de sortir des silos nationaux et d'accélérer la coopération transfrontalière dans le secteur de l'eau pour atteindre les objectifs d'adaptation. La coopération permet également aux États de se répartir plus efficacement les frais de l'adaptation et de maximiser leur impact.

L'UNICEF a insisté sur la perspective des droits de l'Homme, et la nécessité d'agir malgré la perfectibilité des outils. Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), ayant un temps d'avance sur la prise en considération des enjeux climatiques, il est nécessaire d'en tirer profit.

Danone a partagé deux messages clés : la nécessité d'outrepasser la « barrière de la langue » entre le secteur privé et le secteur public : les deux secteurs parlent d'adaptation mais en des termes différents. L'accent a également été mis sur la nécessité pour les gouvernements de créer des environnements permettant au secteur privé de faire face aux défis de l'adaptation.

Enfin, la société civile a donné l'exemple du Brésil et de l'importance d'intégrer l'eau et l'assainissement dans les NAP, qui est trop souvent traitée séparément des enjeux climatiques.

Message clé : L'évènement a permis de mettre en lumière que la COP 30 n'est qu'une étape. L'essentiel se jouera dans la capacité à transformer les indicateurs et les cibles du cadre UAE en actions locales concrètes, soutenues par des partenariats, des financements, des définitions communes et un alignement avec les mécanismes existants. L'eau et l'assainissement apparaissent comme un pilier central pour une adaptation à la fois rapide et transformative.

Cet évènement a été filmé et peut être visionné via ce lien :

<https://www.youtube.com/live/DYWrqSITdps>

- **Session n°3 : Gestion de l'eau et adaptation climatique : Le double défi de la connaissance et de la coopération, Pavillon France**

Coorganisateur : RIOB, OiEau, INRAE, Partenariat français pour l'eau (PFE), One Water Vision, Office de l'eau de Guyane, Comité de l'eau et de la biodiversité de Guyane.

Orateurs :

- Éric Tardieu, RIOB / OiEAU
- Patrick Twenke, Chef coutumier, Taluen, Grand-man des Wayanas
- Jean-Paul Ferreira, Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)
- Patricia Ferraz, État de l'Amapá, Brésil
- René Somopawiro, Fondation pour la Gestion de la Forêt, Suriname
- Barbara Pompili, Ambassadrice déléguée à l'environnement, France
- Patrick Lecante, Comité de l'Eau et de la Biodiversité de Guyane (CEB)

- Murielle Trouillet, INRAE
- Jean-Michel Martinez, Chercheur hydrologie spatiale, Institut de Recherche pour le Développement
- Éric Brel, Ingénieurs Applications, CNES/Centre Spatial Guyanais
- Marie-Laure Vercambre, Partenariat Français pour l'Eau (PFE)

Contenu : Cet évènement a permis de démontrer comment une meilleure gestion de l'eau, fondée à la fois sur la connaissance scientifique et sur la coopération entre les acteurs, peut renforcer l'adaptation au changement climatique. Il a mis en avant le rôle central des données, issues à la fois du suivi satellitaire et des observations *in situ*, pour mieux comprendre les impacts des changements climatiques sur le cycle de l'eau et améliorer la prise de décision. À travers la présentation des initiatives *One Water Vision* et *Bio-Plateaux*, l'évènement a illustré concrètement comment la science, le partage de données et le dialogue entre institutions et États peuvent contribuer à une gestion plus résiliente et coopérative des ressources en eau, en particulier dans les bassins transfrontaliers. Il a enfin dressé un bilan des actions menées et ouvert des perspectives sur les dynamiques futures, en soulignant le potentiel de ces approches pour renforcer la confiance, les connaissances et l'action collective face aux défis climatiques.

- **Session n°4 : Du sol à l'orbite : combiner la surveillance *in situ* et satellitaire des ressources en eau et forestières pour l'adaptation au changement climatique, Zone bleue**

Coorganisateur : INRAE, RIOB, COMIFAC, Partenariat français pour l'eau (PFE).

Orateurs :

- Éric Tardieu, RIOB
- Thierry Caquet, INRAE
- Edouard Boinet, RIOB
- Afke Van Rijn, Ministre pour l'environnement et les affaires internationales des Pays-Bas
- Stefan Uhlenbrook, OMM
- Éric Brel, Ingénieurs Applications, CNES/Centre Spatial Guyanais
- Jean-Michel Martinez, Chercheur hydrologie spatiale, IRD
- Hironori Maejima, Agence spatiale japonaise
- Clément Albergel, Agence spatiale européenne
- Marie-Laure Vercambre, Partenariat Français pour l'Eau (PFE)

Contenu : Cette session a permis d'illustrer comment les données satellitaires peuvent compléter les mesures réalisées sur le terrain pour améliorer la connaissance et la gestion des ressources en eau et des forêts face au changement climatique. Les satellites permettent en effet une surveillance globale en temps quasi réel, même dans les zones difficiles d'accès, ce qui renforce la capacité à prédire les risques climatiques et à adapter les stratégies de gestion. L'évènement a aussi souligné l'importance de combiner ces observations depuis l'espace avec les données *in situ* afin d'augmenter

la précision des décisions opérationnelles, notamment dans les bassins versants forestiers, où l'interaction entre forêts et cycle de l'eau est essentielle. Des experts internationaux ont présenté des avancées techniques, des expériences de collaboration et des applications concrètes issues de la coopération entre organisations scientifiques et institutions opérationnelles, contribuant ainsi à renforcer la résilience des territoires aux impacts du changement climatique.

- **Session n°5 : “Fleuves en crise climatique : solutions pour un avenir durable”, Pavillon France**

Coorganisateurs : Initiatives pour l'avenir des grands fleuves (IAGF), RIOB, IRD.

Partenaires : CNR, Organisation du Traité de coopération amazonienne, OiEau, HYBAM, Agences de l'eau, Partenariat français pour l'eau (PFE).

Orateurs :

- Alain Bernard, RIOB / OiEau
- Gilles Mulhauser, Ecologue biologiste, Expert de l'IAGF
- Franz Rojas, Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes
- Hervé Gilliard, Agence de l'Eau Loire-Bretagne
- Katherine Daniell, Professeur de l'université nationale d'Australie
- Clémence Aubert, Compagnie nationale du Rhône
- Niokhor Ndour, Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
- Maria Apostolova, Organisation du Traité de coopération amazonienne
- Jean Michel Martinez, HYBAM
- Naziano Filizola, Université de l'Etat d'Amazonas, Brésil
- Barbara Pompili, Ambassadrice déléguée à l'environnement, France

Contenu : L'évènement visait à renforcer les connaissances, partager des expériences concrètes et encourager une gouvernance collaborative des fleuves, comme leviers essentiels pour faire face aux défis climatiques actuels. Il s'est présenté comme un appel à l'action pour toutes les parties prenantes, en présentant des exemples de solutions à mobiliser pour renforcer la résilience climatique à l'échelle locale. La session était structurée en plusieurs temps, avec une introduction par un expert en eau et climat, suivie de trois volets principaux : d'abord des discussions sur l'incubation et le financement de projets liés à l'eau et au climat, ensuite des échanges sur des solutions d'adaptation et de gouvernance participative dans les territoires, puis une troisième partie axée sur la synergie et la gestion intégrée des bassins fluviaux, avec des exemples de coopération internationale, notamment en Amazonie. Une session de questions-réponses a permis d'engager le dialogue avec le public, avant une conclusion par l'ambassadrice déléguée à l'environnement française (Barbara Pompili).

- **Projet d'analyse du PFE sur la place de l'eau dans les CDN**

Dans le cadre de son GT Eau & Climat, le PFE entreprend une étude afin d'évaluer la place de l'eau dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) 3.0. Elle a pour objectif d'appréhender la prise en compte des enjeux de l'eau par les États.

IV. Bibliographie

Vous trouverez ci-après des liens utiles vers des ressources qui ont servi à l'élaboration de ce compte-rendu, ou qui vous permettront d'approfondir certains aspects.

En français :

- CITEPA, Notre guide des négociations pour mieux comprendre la COP-30, 17 novembre 2025.
<https://www.citepa.org/guide-du-citepa-des-enjeux-de-la-COP-30-essentiel-pour-comprendre-le-contexte-des-negociations/>
- CITEPA, Journal de la COP-30, Clôture de la conférence, 27 novembre 2025.
<https://www.citepa.org/journal-de-la-COP-30-jour-12-bis-22-novembre/>
- IDDRI, COP 30 sur le climat : a-t-on franchi le cap d'une « COP de la mise en œuvre » ?, 27 novembre 2025.
<https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/COP-30-sur-le-climat-t-franchi-le-cap-dune-COP-de-la-mise>
- IDDRI, L'adaptation à la COP 30 : les indicateurs au cœur des débats, 27 novembre 2025.
<https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/ladaptation-la-COP-30-les-indicateurs-au-coeur-des-debats>
- IRIS, COP30 : des avancées limitées dans un système multilatéral fragmenté, 1 décembre 2025.
<https://www.iris-france.org/COP30-des-avancees-limitees-dans-un-systeme-multilateral-fragmente/>
- I4CE Newsletter, La finance climat à Belém : une opportunité manquée pour la mise en œuvre – et des coalitions qui avancent malgré tout, 28 novembre 2025.
<https://mailchi.mp/i4ce/finance-climat-belem-opportunit-manque-mise-euvre-coalitions-avancent-malgre-tout>
- Oxfam France, Que retenir de la COP30 ? Entre ambition affichée et action réelle, 24 novembre 2025.
<https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/que-retenir-COP30-ambitions-affichees-action-reelle/>
- Parlement européen, Communiqué de presse : Bilan de la COP30: des progrès lents, mais insuffisants pour répondre à l'urgence climatique, 24 novembre 2025.
<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20251117IPR31438/bilan-de-la-COP30-des-progres-lents-insuffisants-face-a-lurgence-climatique>
- Réseau Action Climat, COP30 : la transition juste reconnue, l'ambition et la finance sacrifiées, 22 novembre 2025.
<https://reseauactionclimat.org/COP30-la-transition-juste-reconnue-lambition-et-la-finance-sacrifiee/>
- Réseau Action Climat, COP30 au Brésil : l'heure de la résistance pour les 10 ans de l'Accord de Paris, 3 novembre 2025. <https://reseauactionclimat.org/COP30-au-bresil-lheure-de-la-resistance-pour-les-10-ans-de-laccord-de-paris/>

En anglais :

- AGWA Policy Newsletter, 27 novembre 2025.
<https://mailchi.mp/alliance4water/agwa-policy-newsletter-november2025-17347005?e=e6e6ce3906>
- Carbon Brief, COP 30: Key outcomes agreed at the UN climate talks in Belém, 23 novembre 2025.
https://www.carbonbrief.org/COP30-key-outcomes-agreed-at-the-un-climate-talks-in-belem/?utm_source=cbnewsletter&utm_medium=email&utm_term=2025-11-25&utm_campaign=Just+published+Carbon+Brief+s+in-depth+analysis+of+the+key+COP30+outcomes
- Carbon Brief, Analysis: Why COP30's 'tripling adaptation finance' target is less ambitious than it seems, 3 décembre 2025.
https://www.carbonbrief.org/analysis-why-COP30s-tripling-adaptation-finance-target-is-less-ambitious-than-it-seems/?utm_source=cbnewsletter&utm_medium=email&utm_term=2025-12-03&utm_campaign=Cropped+Extreme+weather+in+Africa+COP30+roundup+Saudi+minister+interview
- International Institute for Sustainable Development, COP 30 Outcome: What it means and what's next, 22 novembre 2025.
<https://www.iisd.org/articles/insight/COP-30-outcome-what-it-means-and-whats-next>
- International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiations Bulletin, Summary report 10-21 November 2025, Novembre 2025.
<https://enb.iisd.org/belem-un-climate-change-conference-COP30-summary>
- SIWI, November Newsletter, 1 décembre 2025.
<https://mailchi.mp/siwi/september-newsletter-10267688?e=1b377e5e3c>
- UNEP, Emissions Gap Report 2025, Off target: Continued collective inaction puts global temperature goal at risk, 2025.
<https://wedocs.unep.org/rest/api/core/bitstreams/4830e1a8-14c0-44a5-a066-cdd2ba5b3e10/content>
- World Resources Institute, COP30: Outcomes, Disappointments and What's Next, 25 novembre 2025.
https://www.wri.org/insights/COP30-outcomes-next-steps?apcid=0065832e3341868dfb0bc800&utm_campaign=wridigest&utm_medium=email&utm_source=wridigest-2025-11-26

Contact: ines.tixier@partenariat-francais-eau.fr